

B. 10. 3.
- Burundi
- crise oct. '73
- analyse

BURUNDI

POURQUOI CETTE FOLIE MEURTRIERE

Par Siméon SIMENYA

Décembre 1993

PREAMBULE

Je suis profondément convaincu que la grande majorité de la population burundaise veut la paix, aspire à l'unité et à la justice. Mais une petite minorité d'irréductibles extrémistes nous contraint à vivre dans une logique de guerre, dans une société où l'atteinte à la vie de la personne humaine est banalisée...

Une poignée d'individus exerce sur tout un peuple "un terrorisme idéologique" et nous entraîne malgré nous dans une bipolarisation hutu-tutsi qui exacerbe la peur, engendre la haine et la violence. Certains illuminés parlent déjà de la partition du pays ! Cela voudrait-il dire qu'il faudra désormais des écoles, des hôpitaux, des marchés, des églises, des bureaux ... pour les tutsis et d'autres pour les hutus ?

Je pense quant à moi que les hutus et les tutsis peuvent vivre ensemble sans s'entretuer. Objectivement rien n'oppose le hutu et le tutsi sinon les intérêts et les privilèges de ceux qui nous prennent en otages.

I. INTRODUCTION

Depuis le crime odieux qui a entraîné la mort du Président Melchior NDADAYE, du Président de l'Assemblée Nationale Monsieur Pontien KARIBWAMI, du Vice-Président de l'Assemblée Nationale Monsieur Gilles BIMAZUBUTE, du Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal Monsieur Juvénal NDAYIKEZA, de l'Administrateur Général de la Documentation Nationale Monsieur Richard NDIKUMWAMI, de l'épouse du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Monsieur Sylvestre NTIBANTUNGANYA ainsi que quatre Gouverneurs de Province et des autres milliers de victimes innocentes, des déclarations, des prises de position, des mémorandums, des conférences... ont eu lieu. Certaines de ces interventions ont évidemment un caractère tendancieux qui peut s'expliquer dans une situation aussi tragique.

Je retiens seulement que malgré les moments pénibles durant lesquels, les émotions pouvaient prendre le dessus sur la raison, il y a des hommes et des femmes qui se sont exprimés à propos de la tragédie en essayant de dépasser leur douleur pour lancer des appels pressants au rétablissement de la paix. Parmi eux permettez-moi de rendre un hommage bien mérité à Monsieur Pie NDADAYE et Madame NDADAYE Laurence ainsi qu'à Monsieur Sylvestre NTIBANTUNGANYA dont l'épouse a été abattue sauvagement par les tueurs fous, parce qu'elle refusait de dire où se trouvait son mari.

L'objectif de la réflexion que je propose doit se situer dans ce souci. Mon souhait est que nous puissions nous joindre à tous ceux qui dans des circonstances éprouvantes parviennent à s'élever au dessus de leur appartenance ethnique et gardent le courage d'oeuvrer pour que les Barundi se reconnaissent définitivement le droit de vivre ensemble pacifiquement. Nous

devons parvenir à dominer notre révolte face à la sauvagerie et éviter de céder au réflexe de vengeance qui ne fait que multiplier les victimes innocentes. Il est indispensable que tous ceux qui croient encore à la Nation burundaise réagissent immédiatement car la situation est d'une extrême gravité. En effet, bien que le Burundi ait déjà connu beaucoup d'autres événements tragiques, jamais, même lors des sinistres massacres de 1972, notre pays n'a été aussi proche du gouffre. Nous éprouvons tous le sentiment qu'il suffirait d'un rien pour que nous soyons tous engloutis. Tout un peuple est envahi par une peur si forte que l'on peut se demander si la rupture entre hutus et tutsis n'a pas atteint un point de non retour. Comment maintenant après tant d'expression de haine, après tant de carnage, les survivants pourront-ils encore cohabiter ? Il nous faudra une forte dose de dépassement de soi ! Or, les plus irresponsables, et hélas, ils sont nombreux, jouent les héros, proclamant haut et fort être prêts à mourir. Mais pour quelle cause ? L'horreur et la férocité nous invitent à réfléchir sans tricherie, sans faux fuyant sur les raisons objectives qui ont fait qu'un pays où tous les espoirs étaient permis devienne un véritable enfer.

II. LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION : LE MODELE ETAIT UN FAUX !

Le processus de démocratisation entamé au Burundi a été perçu par l'opinion internationale comme un modèle pour les pays africains et particulièrement pour les pays voisins. En fait, ce processus est l'aboutissement d'une série de concessions entre le pouvoir en place et les partis d'opposition sans qu'une réelle volonté de démocratisation ait existé à la base.

L'adhésion sincère aux valeurs démocratiques n'était intégrée ni par tous les partis, ni par toute la population, ni par le pouvoir.

En effet, la démocratie c'est notamment accepter que le peuple choisisse lui-même ses dirigeants, et qu'à travers ceux-ci, il exerce le pouvoir. C'est également admettre que ceux qui ne méritent plus la confiance du peuple soient sanctionnés par le verdict populaire exprimé librement. Par conséquent un système démocratique accepte la compétition loyale et le risque pour les gouvernants élus de perdre le pouvoir au profit de leur adversaire, si telle est la volonté de la population.

Lorsque le vent de démocratisation se répand sur le continent africain à la fin des années 80, le Burundi est alors dirigé par un pouvoir issu du Coup d'Etat de 1987. A ce moment, le régime du Major BUYOYA ne semble pas menacé malgré les événements de NTEGA-MARANGARA. Il lui est possible, en procédant à quelques réformes visant au partage relatif du pouvoir et en faisant la promotion d'une politique d'unité, de se maintenir à la tête de l'Etat sans être sérieusement inquiété.

La nomination d'un premier ministre hutu, d'un gouvernement composé des représentants des deux ethnies protagonistes ainsi que la désignation paritaire des commissions nationales chargées d'étudier les questions de l'unité nationale, de la sécurité, du développement économique, dans la même logique, lui procure un certain crédit auprès de la communauté internationale et les sympathies des bailleurs de fonds.

Le Président BUYOYA n'a donc à ce moment aucun intérêt à mettre en jeu son pouvoir mais il risque par contre, de perdre le bénéfice de sa politique s'il refuse de démocratiser. C'est ce qui explique les tergiversations et les argumentations peu convaincantes en faveur du monopartisme qui mettaient, l'accent sur le fait que le monopartisme s'imposait étant donné que le peuple burundais ne manifestait pas encore la maturité politique nécessaire à l'établissement d'une

démocratie pluraliste. Aussi il est permis de se demander quels sont les facteurs et les influences qui ont finalement décidé le Major BUYOYA à engager le processus de démocratisation. Il est certain que la pression internationale et particulièrement celle des pays occidentaux, le discours de la Baule, en faveur de la démocratisation, ont joué un rôle non négligeable. Bien entendu, l'action courageuse des militants du FRODEBU qui exigeaient la reconnaissance immédiate du multipartisme ainsi que l'instauration des institutions démocratiques, a pris une part active dans le déclenchement du processus. Ces deux facteurs conjugués à la pression internationale ont sans aucun doute fait fléchir le Président BUYOYA.

Toutefois, un autre fait semble avoir eu également un rôle déterminant : le Président BUYOYA a accepté le système multipartiste parce qu'il ne pouvait imaginer un seul instant que quelqu'un parmi les représentants des partis d'opposition parviendrait à le détrôner.

Il était intimement persuadé qu'il lui suffirait de s'appuyer sur le Parti de l'Indépendance, l'UPRONA de RWAGASORE, pour gagner sans coup férir. En outre, il pensait que l'électorat hutu devait lui être acquis d'office puisqu'il était "champion burundais" de la politique d'unité. N'avait-il pas réussi à faire adopter la charte de l'unité par référendum à 90 %. Bien plus, n'avait-il pas nommé à la tête de l'UPRONA, Nicolas MAYUGI, un hutu à qui il confiait la mission de drainer les voix de l'électorat hutu. Mission d'autant plus sécurisante que MAYUGI et son Chef avaient la certitude que la majorité hutu ne résisterait pas aux qualités oratoires d'un représentant de leur ethnie. Aussi, rassuré du côté de son Parti, rassuré du côté des Forces Armées dont il est issu, rassuré du côté de l'électorat hutu qui serait galvanisé par les qualités oratoires de Nicolas MAYUGI et par l'implication

d'autres hutus bénéficiaires des largesses de la 3^e République, rassuré du côté tutsi, son ethnie, BUYOYA ne pouvait avoir qu'une seule crainte, celle de se retrouver dans un monopartisme de fait avec le Parti UPRONA, faute d'adversaires à sa hauteur. C'est pour cette raison que la Commission Constitutionnelle, qui travaillait sous sa tutelle directe, avait reçu des instructions précises selon lesquelles il fallait proposer le multipartisme et surtout convaincre le peuple burundais d'adhérer à ce système malgré les réticences. La population avait en effet exprimé ses craintes à propos des divisions ethniques qu'engendreraient les Partis et leur lutte pour le Pouvoir. La volonté du Président BUYOYA se réalisa et le multipartisme fut accepté par l'intermédiaire de l'adoption de la Constitution. En plus du Parti FRODEBU qui existait déjà dans la clandestinité, d'autres partis parvinrent à satisfaire aux conditions rigoureuses d'admission et à être agréés. La Constitution avait en effet sérieusement balisé l'agrément, dans le souci de conjurer les colorations ethniques et régionalistes que les Partis pourraient présenter.

Le processus de démocratisation fut donc engagé dans un climat d'autosatisfaction du côté UPRONA. Rien n'avait été négligé dans la Constitution non seulement pour faire gagner Monsieur BUYOYA mais également pour lui conférer un pouvoir présidentiel fort et lui permettre d'avoir la main mise sur les autres institutions.

Les propositions ou les exigences formulées par les autres Partis furent traitées avec condescendance, parfois même avec mépris. Les tentatives des Partis d'opposition de s'organiser en collectif furent sapées par une action astucieuse. Les Partis à dominance tutsi, le RADDES, l'ANADE, le PRP, furent neutralisés par la récupération de leurs présidents respectifs. Un poste confortable dans la société FINA fut offert à Monsieur Jean KABURA, Monsieur Joseph NZEYIMANA reçut

la promesse formulée publiquement par Monsieur MAYUGI lors d'un imposant meeting de l'UPRONA que son Parti ainsi que le RADDES "qui avaient partagé le labour partageraient la récolte". "TWARANSANGIYE IKIVI, TUZOSANGIRA KWIMBURA". Monsieur Mathias HITIMANA qui faisait ostentatoirement la propagande de son "ami" BUYOYA alors que son Parti PRP avait présenté un candidat aux élections présidentielles privilégia ses propres affaires à la lutte pour la démocratie en se rangeant aux côtés de BUYOYA qu'il essayait de distinguer sans succès de l'UPRONA.

D'autres manoeuvres destinées à isoler le FRODEBU, adversaire principal de l'UPRONA, ont été tentées. Mais lorsque celles-ci se sont avérées impossibles, l'UPRONA a recouru à d'autres moyens que sont la diffamation, les attaques présentant le FRODEBU comme un Parti divisionniste très dangereux et assoiffé du sang.

En bref, c'est parce que le Président BUYOYA et le Parti UPRONA étaient convaincus de gagner que l'un et l'autre ont accepté le multipartisme. Les élections multipartistes ont été organisées parce que les dirigeants de l'UPRONA étaient convaincus que leur Parti en sortirait vainqueur. La stratégie mise en oeuvre a permis de convaincre le monde entier que le processus de démocratisation engagé au Burundi pouvait être considéré comme un modèle puisqu'il évoluait dans un climat pacifique. Aujourd'hui, force est de reconnaître que l'absence d'affrontements avant les élections présidentielles et législatives était le fruit de toute une série d'acrobaties politiques. Il est un fait que les valeurs démocratiques n'ont jamais prévalu sur les sentiments d'appartenance ethnique et régionale. Les divisions qui minaient profondément la société burundaise ont fini par prendre le dessus. C'est ce que démontrent avec évidence les événements dont le Burundi est le théâtre actuellement.

III. QUELQUES CONSIDERATIONS SUR LE PUTCH

On a déjà persuadé l'opinion que c'est un petit groupe de militaires qui est l'auteur du putsch du 20 octobre 1993. Or, cette affirmation consiste en une simplification abusive et trop facile. On semble en effet oublier :

1. que dans une armée quelle qu'elle soit, un crime préparé depuis plusieurs mois à tous les échelons ne pouvait pas rester secret aussi longtemps. Les armées se caractérisent par un esprit de camaraderie et de caste, une solidarité professionnelle qui favorisent les confidences. Dans le cas de l'armée Burundaise l'indiscrétion a été d'autant plus possible qu'il s'agit d'une armée marquée par la solidarité ethnique et régionale. Beaucoup de militaires étaient donc bien informés du sinistre projet et en ont informé par ailleurs plusieurs personnes de la société civile. La rumeur du putsch avait circulé amplement, précisant le jour et même l'heure. Souvenons-nous du reste que Monsieur François NGEZE au cours de sa déclaration radio télévisée en sa qualité de Président du fantôme "Conseil National pour le Salut Public" a affirmé que "tous les camps militaires du pays se sont révoltés contre le pouvoir en place et l'avaient sollicité pour sauver la Nation". Cette déclaration n'a pas été démentie, à ce moment là, par les intéressés ;
2. que certains d'entre les hommes clés du putsch étaient des officiers supérieurs et qu'ils ont eu le temps de se tisser des solidarités importantes au sein des Forces Armées ;

3. que les plus connus sont des anciens hauts dirigeants de l'appareil de l'Etat sous les régimes précédents et qu'ils ont pendant plusieurs années, influencé la nomination et la promotion d'un bon nombre de cadres à des postes intéressants, accordé quelques privilèges... qu'ils se sont par conséquent fait des alliés et que beaucoup qui se trouvent dans l'Administration leur sont redevables d'une façon ou d'une autre ;
4. que certains d'entre eux étaient connus plus comme hommes d'affaires très actifs qu'officiers ou fonctionnaires, qu'ils ont donc eu l'occasion de nouer des alliances dans le monde du business, que leur prospérité a été favorisée par les positions qu'ils occupaient dans la hiérarchie de l'Etat ;
5. que des milieux d'affaires tant nationaux qu'internationaux qui bénéficiaient de nombreuses facilités sous les régimes précédents, n'avaient pas accueilli favorablement les changements politiques intervenus dans notre pays ;
6. que le Burundi était devenu une plaque tournante du commerce de la drogue lié à la mafia internationale. Or, les trafiquants n'allaient plus bénéficier de la même complicité de la part du nouveau régime.

On perçoit combien le problème est plus complexe que ce qu'il apparaît à première vue. Ce que l'on tente de présenter comme une absurde aventure menée par un petit groupe de militaires semble bien cacher un vaste complot contre un régime démocratique qui s'apprêtait à menacer de gros intérêts.

L'enquête internationale qui est réclamée par toutes les organisations politiques du Burundi ainsi que les associations appartenant à la société civile ne devrait négliger aucune piste pour identifier les raisons qui ont motivé ce complot.

IV. LES REACTIONS AU PUTCH

1. La réaction des populations Hutus

Lorsque les hutus qui sont largement regroupés au sein du FRODEBU apprennent qu'un Coup d'Etat vient d'avoir lieu et surtout que le Président NDADAYE a été assassiné en même temps que d'autres hauts dirigeants de leur Parti, la fureur est à son comble à travers tout le pays.

Pour la première fois depuis que le Burundi existe un hutu avait accédé à la tête de l'Etat. De surcroît, il y était parvenu par la voie démocratique, élu au suffrage universel.

La victoire du Président NDADAYE était par conséquent une victoire de la majorité hutu qui grâce à la démocratie pouvait voir un des siens présider aux destinées du pays.

L'assassinat du Président NDADAYE a été ressenti par les hutus comme un refus des tutsi que le Pouvoir soit détenu par un hutu. Ils l'ont vécu comme un refus de leur volonté et de leur choix, un refus de la démocratie, une spoliation de leur victoire. Le choc provoqué par le crime insensé était trop fort, d'autant plus fort que les hutus redoutaient depuis longtemps une action désespérée des forces antidémocratiques. La discipline dont les militants du FRODEBU ont fait montre dans la presque totalité du pays après l'écrasante victoire du FRODEBU était motivée par cette crainte. L'explosion était donc prévisible et les putschistes n'ignoraient pas les conséquences graves de leur entreprise démentielle. Mais ils avaient misé sur la rapidité de l'exécution du crime !

Les hutus étaient persuadés que l'Armée après avoir massacré les dirigeants et les cadres du FRODEBU allait

s'en prendre à tous les militants du FRODEBU ainsi qu'à tous les hutus. Ils avaient une amère expérience des répressions organisées par l'Armée particulièrement après les événements de 1972. Ils craignaient aussi que des tutsi ne se joignent à l'Armée soit comme indicateurs, soit comme exécuteurs des voisins hutus comme cela avait été observé par le passé. Aussi certains hutus ont pu chercher à prendre les devants d'autant plus qu'au cours des tragédies antérieures les tutsi qui se sont rendus célèbres par leurs excès de zèle dans le massacre des hutus et le pillage, ont joui d'une impunité regrettable. Jamais un tutsi n'a été poursuivi, jugé pour le meurtre d'un hutu. Certaines fortunes des tutsi tirent leur origine du pillage des victimes hutus et ne semblent pas inquiétées. Personne ne peut justifier le massacre des innocents tutsis qui lorsque les machettes s'abattirent sur eux ignoraient même l'existence du coup d'Etat. Mais tant qu'on ne sera pas parvenu à extirper la peur qui s'est incrustée dans les coeurs des uns et des autres la violence restera inévitable. C'est la plus importante leçon à tirer ! S'il est vrai que les réactions à l'assassinat du Président NDADAYE sont d'une atrocité qui doit être sincèrement réprouvée, ces comportements inhumains constituent l'aboutissement de l'angoisse permanente que vivent les hutus à l'idée d'être massacrés par les tutsi.

Beaucoup de hutus ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher la mort de leurs voisins. Nombreux sont ceux qui ont protégé des tutsi. Hélas, certains de ceux qui avaient caché leurs voisins n'ont pas été épargnés par les militaires arrivés dans les villages au secours des tutsi. La gravité du drame recommande qu'on ne tombe pas dans le piège des analyses faciles qui accordent plus d'importance aux conséquences du crime sans suffisamment tenir compte des raisons du déclenchement des horreurs. Ce sont les

putschistes qui sont les premiers responsables des pertes de vies humaines et de l'hécatombe !

2. La responsabilité des extrémistes tutsi

De même que pour comprendre les réactions des hutus après l'assassinat du Président NDADAYE, il faut tenir compte des événements sanglants successifs qui ont marqué notre société. Il est aussi nécessaire de se référer à l'histoire lorsqu'on tente d'expliquer la réaction des tutsi dans une situation de division bipolaire.

Depuis la révolution de 1959 au Rwanda au cours de laquelle les hutus massacrèrent des tutsi et s'emparèrent du pouvoir, les tutsi vivent dans la hantise du génocide de leur ethnie dans le cas où les hutus accéderaient au pouvoir. C'est cette peur d'être exterminés qui explique la férocité des représailles. Le péril hutu a été entretenu volontairement par des tutsi extrémistes dans le but de conserver leurs privilèges et de maintenir leur solidarité. C'est ainsi que même si la majorité des tutsi ne conditionne ni sa survie, ni ses intérêts à l'exclusion ou à l'extermination des hutus, elle ne manifeste pas assez de courage pour s'opposer à l'activisme de ses propres extrémistes et se réfugie dans une solidarité ethnique négative.

Extrémistes tutsis et extrémistes hutus se relayent afin d'entretenir une psychose permanente de conflits ethniques qui ne peuvent être que sanglants. Les extrémistes tutsi s'obstinent contre le bon sens élémentaire à conserver le pouvoir et les privilèges. A ce sujet on se souviendra de la réaction primaire des extrémistes tutsi au lendemain des événements de NTEGA-MARAGARA lorsque l'ex Président BUYOYA se trouva dans l'obligation d'associer les hutus à la gestion du pouvoir. La nomination d'un premier ministre

hutu a irrité à un point tel que BUYOYA fut accusé d'avoir vendu le pays aux hutus, d'être un traître. Ce sont ces mêmes Extrémistes qui ont refusé le verdict populaire de porter un hutu à la Présidence de la République et qui ont organisé des manifestations sans revendication autre que de prétendre que le choix était uniquement ethnique. Que le Président élu soit hutu, cela est interprété comme un choix ethnique, mais que l'ensemble de tutsi se mobilise pour élire un candidat tutsi et voter UPRONA, quels que soient les antagonismes existants entre eux, le choix est considéré comme objectif.

Ce sont ces mêmes extrémistes qui ont également commis le putsch avorté du 3 juillet 1993 ainsi que d'autres tentatives qui n'ont pas été portées à la connaissance de l'opinion publique. Ce sont eux qui ont fait planer l'imminence de l'attaque du Palipehutu affirmant qu'ils n'hésiteraient pas dans ce cas à faire alliance avec ce dernier contre le FRODEBU. On a observé avant le putsch du 20 octobre 1993 que les Extrémistes tutsi montraient ostentatoirement le salut en " V " des deux doigts prétendument du Palipehutu, signifiant par là qu'ils se situaient à ses côtés contre le pouvoir FRODEBU. On pouvait croire alors à une banale provocation, mais étant donné les événements qui ont suivi, force est de conclure qu'il s'agissait d'une manoeuvre délibérée pour détourner l'attention de l'opinion publique, des plans qu'ils étaient entrain de mettre au point et cela avec la complicité de leurs alliés au sein des Forces Armées.

Les extrémistes tutsi ont détérioré le climat social faisant croire que les propriétés appartenant aux tutsi étaient menacées. Ils ont amplifié volontairement un problème local, limité aux régions de la plaine du Sud-Ouest, touchées par les massacres de 1972 qui ont entraîné

la confiscation des propriétés appartenant aux hutus, en lui donnant une dimension nationale.

Après la mise en place du Gouvernement et les changements qui s'ensuivirent, une opinion dramatisante a dénoncé "le nettoyage systématique de l'Administration et la tribalisation de l'Etat". Cependant tous les régimes qui se sont succédés ont opéré des changements semblables et affectant tous les départements ministériels.

La crime du 20 octobre se situe dans le prolongement d'un complot minutieusement préparé qui après la destruction du climat social, prévoyait la création d'un vide constitutionnel. Il était projeté de supprimer les cadres du FRODEBU afin de rendre le gouvernement incapable de redresser la situation. Il serait difficile d'oublier le triomphalisme affiché par les extrémistes tutsi dès qu'ils ont appris l'assassinat du Président NDADAYE et de ses collaborateurs. Ils avaient cru que les hutus réagiraient en 1993 par la soumission et la résignation comme ce fut le cas en 1972. Or, si les générations de cette époque ont souffert sans se révolter c'est qu'elles avaient été marquées par la symbiose en laquelle les hutus et les tutsi avaient vécu malgré les structures sociales qui se fondaient sur des rapports d'inégalité. Les jeunes générations quant à elles ont par contre grandi dans la méfiance et la peur entretenue des uns et des autres. Elles ont connu les massacres des innocents et certaines personnes ont connu un exil pénible, ce qui explique la violence des réactions face aux situations présentes.

Après s'être réjouis de la réussite du coup d'Etat, les extrémistes tutsi ont été surpris par l'ampleur de la réaction suscitée et des dégâts occasionnés. L'opinion internationale a réagi vivement et a condamné le crime. Tous les pays ont déclaré qu'ils ne reconnaîtront jamais un

pouvoir qui serait issu de ce coup de force. Le contrôle de la situation, la gestion du coup d'Etat leur échappaient. C'est pourquoi ils se sont mis à reprocher au Gouvernement légal un manque de maîtrise de la situation et une incapacité d'empêcher la perpétuation des tueries à l'intérieur du pays. Mais comment des hommes et des femmes pourchassés par des militaires résolus, forcés de fuir et de se cacher afin d'échapper au massacre seraient-ils à même de reprendre en mains une situation qui se transforme en une folie meurtrière et suicidaire ?

3. La réaction des Forces Armées

Bien que Monsieur Jean BIKOMAGU Chef d'Etat Major Général des Forces Armées ait affirmé la fidélité des officiers et soldats à la légalité constitutionnelle, cette déclaration n'a pas suffi pour apaiser les hutus. Des questions restent en effet en suspens : les casernes dans lesquelles les putschistes seraient retournés ne sont-elles pas celles d'où ils sont sortis la nuit du 20 octobre 1993 ? Pourquoi par ailleurs, n'ont-ils pas été désarmés, mis hors d'état de nuire, arrêtés en vue d'être jugés. Pourquoi a-t-on envisagé l'amnistie des auteurs du putsch avant même qu'ils ne se rendent et rendent les armes. Le lieutenant Colonel Jean Bosco DARADANGWA a quant à lui fait des déclarations en sa qualité de Directeur Général du Ministère de la Défense Nationale et chargé de l'Information dans ce même ministère. Au cours de cette déclaration, il a reproché au Gouvernement légal de n'avoir ni prévu ni prévenu le putsch. Il a affirmé également que le Gouvernement tout comme la direction des Forces Armées ont été débordés par les militaires putschistes. Or, lorsqu'un responsable confie des armes à une personne dans le but que celle-ci défende la Nation et les institutions et lorsque cette dernière retourne ces mêmes armes contre l'autorité qui les lui a

Etant donné la situation qui prévaut, il ne suffira plus d'évoquer le fait que les Barundi parlent la même langue, honorent un même dieu, vivent sur une même entité territoriale, partagent une même culture pour conclure qu'ils forment une même nation et qu'ils peuvent vivre en harmonie.

Par ailleurs, il est inutile de chercher à connaître l'origine des uns et des autres ou de savoir à quelle époque ils se sont établis dans le pays. Ce qui est important, c'est la reconnaissance mutuelle, c'est le respect des droits et des libertés des citoyens, c'est la volonté sincère de vivre et de se développer ensemble et de bâtir un avenir meilleur. Dans ce but nous devons nous résoudre à nous accepter en tant que hutus, tutsi ou twa.

En outre, depuis que ces ethnies vivent ensemble, les mariages interethniques sont nombreux et devraient faciliter une entente mutuelle. Malheureusement la hiérarchie des structures sociales et économiques des siècles passés se perpétue aujourd'hui encore dans nos mentalités, freinant en outre le développement d'une société moderne. Aussi la situation que nous vivons aujourd'hui peut-elle être considérée comme un héritage de notre histoire. A l'époque monarchique, les tutsi étaient proches du pouvoir royal et de ce fait, jouissaient de nombreux privilèges. Il est vrai que certaines fonctions qui bénéficiaient d'un certain prestige, étaient dévolues à des clans des hutus. C'est le cas des tâches concernant la préparation des repas, l'entretien de la propriété des enclos royaux. Mais il est bien évident que si être domestique du roi constitue un honneur, on ne peut prétendre que cette fonction soit aussi prestigieuse que celle qui consiste à s'occuper du bétail dans une société marquée par la culture de la vache. Or, cette fonction était confiée à des clans tutsi. En effet, le rôle de cuisiner ne peut être valorisé en dehors des palais

car il est exercé par les femmes et les enfants, signe de peu de considération alors que la garde des troupeaux et la traite des vaches sont réservées aux hommes, marque de haute considération.

La hiérarchisation socio-économique s'est maintenue durant la période coloniale puisque le colonisateur a appuyé son pouvoir sur les autorités traditionnelles, les rois, les tutsi et quelques rares hutus.

Aussi, à l'indépendance, ce sont les tutsi qui dominent les secteurs importants de la société c'est-à-dire l'enseignement, l'armée, les entreprises privées, le commerce...

Lorsque le pays s'urbanise et particulièrement après les événements de 1972 la majorité des hutus démunie est réduite à s'installer dans les pauvres quartiers périphériques tandis que les tutsis prospères habitent les quartiers résidentiels. Les communautés hutu et tutsi sont pratiquement séparées dans les villes, et durant la grave crise actuelle on craint qu'à tout moment l'explosion n'éclate entre les communautés qui jusqu'à présent se regardent face à face avec méfiance.

2. La résolution du problème de l'armée

Sous le régime de l'ex-Président BUYOYA, on a pratiqué une timide politique d'ouverture à l'égard des hutus. Mais les jeunes hutus, méfiants, ne se sont pas non plus présentés en grand nombre aux tests de recrutement. Quelques hutus furent admis mais il ne s'agissait pas encore d'une réelle volonté d'organiser les Forces Armées de façon équitable et de constituer une armée nationale au sens strict du terme.

Certains tutsi affirment qu'il y aurait un grand pourcentage de soldats hutus parmi les hommes de troupes tout en reconnaissant que les officiers supérieurs sont presque exclusivement tutsi. D'autres prétendent qu'il ne faut pas se livrer à des comptages ou à des calculs statistiques qui institutionnaliseraient la division de l'armée et consacrerait la politique des quotas. Mais la société étant en réalité scindée en deux, cette question mérite qu'on l'aborde sans hypocrisie. Aujourd'hui l'opinion nationale et internationale ne se trompe plus, elle sait que la question de l'armée est primordiale. On ne le répétera jamais assez, tant que ce problème ne sera pas résolu la paix restera précaire car la crainte engendre le crime et le crime engendre la peur d'où le cercle vicieux car les Burundi tuent aussi bien pour ne pas être tués que par vengeance !

3. L'assainissement des milieux d'affaires

Les hommes d'affaires burundais et étrangers se sont mobilisés officiellement pour soutenir la campagne politique du Parti UPRONA. Ils y ont investi de grosses sommes d'argent et ils avaient de nombreuses raisons de le faire car les membres de l'ex-Parti unique placés au sommet de l'appareil de l'Etat depuis plus de 30 ans ont favorisé leur prospérité.

En effet, au Burundi comme dans d'autres pays en voie de développement, il est pratiquement impossible qu'une entreprise privée prospère économiquement si elle ne possède pas l'Etat comme client.

L'arrivée à la direction de l'Etat d'hommes qui n'allaient pas nécessairement accepter d'être complices d'hommes d'affaires qui ont bâti leur fortune grâce à des activités

malhonnêtes, grâce à la corruption et aux détournements a ébranlé certains milieux d'affaires.

Le nouveau pouvoir s'est trouvé face à une collusion d'intérêts nationaux et internationaux qui n'hésitent pas à recourir à des entreprises de déstabilisation dans le but de conserver leur pouvoir et leurs intérêts. L'assainissement des milieux d'affaires s'impose donc ainsi que la promotion d'entrepreneurs patriotes.

4. La dégradation de la situation économique

Les troubles et les destructions que le crime insensé du 20 octobre 1993 ont provoqués paralysent les activités de production et de commerce. Nous devons nous attendre à ce que une crise économique grave succède à la crise politique.

La tragédie entraîne outre la mort de milliers de victimes innocentes, des conséquences catastrophiques sur le plan économique. Les populations tutsi sont réfugiées dans les centres publics, et dans les brigades, placés sous la protection de l'armée. Les hutu quant à eux se sont réfugiés à l'extérieur du pays, dans les marais et les buissons, les habitations ont été détruites, les villages sont désertés. Les activités agricoles ont été abandonnées et il n'y aura pas de récoltes cette année, par conséquent la famine va sévir certainement. Les caféiers ont été brûlés ainsi que les autres produits d'exportation. Il n'y aura donc pas de rentrée de devises. Le bétail est continuellement pillé. Ceux qui possédaient de petits commerces ont tout perdu. Ceux qui avaient fait d'importants investissements dans le pays sont occupés à transférer leurs capitaux dans les pays jugés plus sûrs. L'Etat ne fait plus de recettes, les importations et les exportations sont réduites au minimum, l'Administration est paralysée. Par conséquent le FRODEBU

qui a la responsabilité de gérer se trouve dans une situation très inconfortable. On peut considérer que les forces antidémocratiques qui avaient juré de l'empêcher gouverner ont en partie atteint leur objectif. En outre et en conséquence, le régime sera confronté à des problèmes sociaux qui nécessiteraient dans d'autres circonstances la solidarité de tous les citoyens. Or, dans le cas présent, une partie de la population ne manquera aucune occasion d'attiser la souffrance, de provoquer ou d'encourager le mécontentement des populations. Une telle situation ne peut qu'entraîner d'autres actions de déstabilisation et d'autres tentatives de confiscation ultérieure du pouvoir.